

## Le statut de journaliste professionnel au Maroc

Ahmed Hidass

Professeur  
Institut Supérieur d'Information  
et de Communication  
Rabat, Maroc

Favorisés par une révolution « technetronique » sans précédent (Brzesinski, 1968) et stimulés par une soif d'information qui ne décroît pas, les médias connaissent actuellement une phase de mutation de grande ampleur. Ce qui n'est pas sans conséquences sur le travail "dans" les médias : le journalisme. Ce dernier a connu au cours des dernières décennies une explosion telle qu'il est devenu pour certains le « métier du flou »<sup>1</sup>...

À première vue, il consiste à rechercher l'information et à la diffuser sous forme brute ou éditorialisée. Deux tâches centrales qui aident à définir le métier de journaliste et, partant, à préciser son statut juridique. Mais voilà, les journalistes ne sont plus les seuls à "faire" dans l'information et celle-ci touche à des domaines de plus en plus variés comme la politique, les finances, les spectacles, le sport, la critique, les sciences, le marché de l'occasion, les mondanités, etc. Bref, les journalistes sont si nombreux et surtout si divers qu'il est bien difficile pour le législateur de les concevoir comme une seule et même profession.

Par ailleurs, les journalistes n'ont pas la même formation, le même profil ou les mêmes horaires de travail. Ils évoluent en *free lance* ou en salariés d'entreprise, rédigent différemment (par l'écrit, le son ou l'image... ou les trois à la fois). À l'œuvre, leur démarche éditoriale est tout aussi professionnelle que dictée par l'employeur, par les sources (publiques ou occultes)... ou par des ambitions personnelles plus ou moins avouées.

Le journalisme mène à tout et sert à tout. En démocratie, il est censé guetter les dérives des trois autres pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. En dictature, il est l'auxiliaire à tout faire et sert à camoufler ou à assurer la propagande. Il est ouvert à n'importe qui, n'importe comment et à n'importe quel âge ou occasion. Des amateurs, des ratés, des sans-vertus, des militants, des transfuges, des opportunistes de tous bords y ont élu domicile avec les conséquences que l'on sait – ou que l'on imagine ! – sur la réputation des gens de la profession.

Établir un texte pour représenter tout ce monde n'est pas chose aisée (Charon, 1990). Aussi, le statut de journaliste est-il à double tranchant. Il peut aussi bien être utilisé pour museler les journalistes que pour garantir leurs droits. Et si en France, en Tunisie, au Maroc ou en Egypte, le « salut social » des journalistes passe par une intervention du législateur (Guery, 1995), ailleurs il est perçu différemment. Dans les pays comme l'Espagne ou l'Italie, nations ayant connu naguère la dictature, la réglementation héritée des années de plomb est remise en cause : en Espagne, parce qu'elle date du temps de Franco et qu'elle est désormais contraire à la nouvelle constitution ; en Italie, parce que l'organisation des journalistes sous forme d'ordre professionnel – qui date du temps de Mussolini, avec examen d'accès au dit ordre<sup>2</sup> – a donné lieu à des pratiques répréhensibles (Pouthier, 1992). Dans les pays anglosaxons, réglementer la profession de journaliste n'a pas de sens<sup>3</sup> et cela serait contraire aux normes constitutionnelles. Aux États-Unis, le premier amendement à la Constitution interdit au législateur d'intervenir dans le domaine de la liberté d'expression. Et de là, il est inconcevable d'assujettir les journalistes à un quelconque statut (Diltz, Holsinger, 1994).

Au plan international, les conditions de vie et de travail des journalistes préoccupent aussi bien des organisations non gouvernementales (FIJ et OIJ) que des organisations internationales (Conseil de l'Europe, OIT et UNESCO). Toutefois, si le Conseil de l'Europe et l'UNESCO ont essayé d'améliorer la protection des correspondants de presse étrangers (Muller, 1978) et des correspondants de presse en temps de guerre (Bujard, 1978), ils n'ont jamais recommandé de statut juridique à leur usage. Les quelques règles qu'ils avaient préconisées visaient beaucoup plus à faciliter le travail des journalistes qu'à les doter d'une carte ou d'un statut professionnel. L'OIT a réclamé, depuis son premier rapport sur la profession<sup>4</sup> de meilleures conditions de vie et de travail pour les journalistes. Mais elle n'a jamais conseillé de statut juridique pour eux. Si la Fédération internationale des journalistes de Genève, puis de Bruxelles<sup>5</sup> et l'ex-Organisation internationale des journalistes

de Prague<sup>6</sup> ont pris la défense des journalistes, chacune à sa façon, elles n'ont pas établi de statut standard à l'usage de leurs membres.

Au Maroc, les journalistes dits professionnels sont assujettis au *dahir* (décret royal) du 18 avril 1942 tel qu'il a été modifié par le *dahir* du 3 janvier 1958<sup>7</sup> et complété par le *dahir* du 22 février 1995<sup>8</sup>. Il est en partie copié sur la loi française du 29 mars 1935, mais sans en reprendre les modalités d'application ni les mêmes structures de gestion. Ce qui en dit long sur l'esprit du texte. Pour l'appréhender du temps du protectorat français (1912-1956) et du temps de l'indépendance du Maroc, il est nécessaire de se débarrasser de beaucoup de préjugés académiques et de lier l'analyse aux données du régime politique marocain et à son administration. La législation actuelle quadrille tout, mais elle tait plus qu'elle ne révèle, elle contourne les questions plus qu'elle ne les traite...

Cette réglementation – qui fait le bonheur des journalistes français compte tenu des avantages qu'elle institue en leur faveur<sup>9</sup> – est différemment appréciée au Maroc. Et pour cause, elle n'est pas appliquée de la même façon qu'en France (pays d'origine du texte), qu'il s'agisse de l'État marocain, de l'employeur ou des journalistes nationaux eux-mêmes.

Pour tenter de brosser un portrait réaliste – et actuel – de la profession de journaliste au Maroc, nous étudierons d'abord les conditions d'attribution de la "qualité" de journaliste professionnel, puis les particularités du *dahir* du 18 avril 1942 avant de nous intéresser au statut social du journaliste marocain.

Pour étayer les trois axes d'étude, la jurisprudence marocaine aurait été d'une grande utilité. Elle est malheureusement rare et de surcroît non publiée. Nous nous appuyerons donc, pour les besoins de la démonstration, sur la législation française... dont l'esprit vaut pour le contexte marocain : le Maroc officiel ne se veut-il pas, de plus en plus, une sorte de "réplique" des démocraties européennes ?

### **Définition légale du journaliste professionnel au Maroc**

Au Maroc, l'attribution de la qualité de journaliste professionnel ne découle pas d'un simple constat de l'exercice d'une activité, fût-ce à titre de directeur, de rédacteur en chef ou d'éditorialiste notoire dans une entreprise de presse. Le *dahir* du 18 avril 1942, tel qu'il a été modifié par la suite, prévoit en son article 1 des conditions précises pour l'obtention de la carte de journaliste professionnel.

### ***Travail intellectuel / rédactionnel lié à l'actualité***

Le personnel d'une entreprise de presse désireux d'avoir la qualité de journaliste professionnel se doit d'exercer une activité intellectuelle liée à l'actualité. C'est-à-dire qu'il doit travailler dans un service de rédaction par le son, l'image ou l'écrit et que cela doit consister à rechercher, mettre en forme ou en perspective, présenter, analyser ou commenter des nouvelles, événements ou faits d'actualité. Ce qui inclut beaucoup de salariés comme les caricaturistes, les chroniqueurs, les commentateurs, les rédacteurs de bandes dessinées, les envoyés spéciaux, les reporters, les correspondants, etc. Ce qui exclut aussi de la qualité de journaliste les chauffeurs-livreurs-coursiers d'une entreprise de presse, les appariteurs, les agents de publicité<sup>10</sup>, les techniciens d'imprimerie, les directeurs "honoraires", les consultants, les documentalistes, les nouvelistes, les essayistes et les écrivains d'œuvres de fiction.

L'application de ce critère pose toutefois problème quand il s'agit de *speakers*, de présentateurs de programmes, d'animateurs d'émissions récréatives, de maîtres de cérémonie et d'*anchormen*. En effet, ces derniers n'abordent l'actualité qu'accessoirement, n'ont pas un travail purement intellectuel / rédactionnel, mais ont une stature médiatique telle que l'organe de presse qui les emploie n'existerait pas sans eux. Pour interviewer les grands de ce monde, c'est à eux qu'on fait d'abord appel.

### ***Importance de l'occupation / rétribution***

Pour prétendre à la qualité de journaliste professionnel, il ne suffit pas à une personne de collaborer à un organe de presse ou de lui attacher ses services comme bon lui semble. Le paragraphe 1 de l'article 1 du *dahir* du 18 avril 1942 exige que le journalisme soit « l'occupation régulière et rétribuée » de la personne.

Il est loisible à un fonctionnaire ou à un salarié qui a la "vocation" journalistique de satisfaire son hobby et d'arrondir ainsi ses fins de mois, mais cela ne lui confère pas pour autant la qualité de journaliste professionnel parce qu'il doit en tirer le principal de ses ressources. Ce qui exclut donc les professeurs universitaires, les parlementaires, les hommes d'affaires, les artistes et les écrivains qui vivent des revenus de leur profession principale et exercent le métier de journaliste de façon accessoire<sup>11</sup>. Cela exclut aussi les hommes politiques, les retraités, les fortunés de toutes sortes et autres hommes et femmes d'expérience qui ont des revenus substantiels "hors média", c'est-à-dire supérieurs à ce qu'ils tirent de leurs piges, même s'ils exercent le journalisme de façon régulière.

Par ailleurs, le paragraphe 2 de l'article 1 du *dahir* de 1942 prévoit que le correspondant d'une publication ou d'une agence d'information ne peut prétendre à la qualification de journaliste professionnel que s'il reçoit des « appointements fixes ». Autrement dit, il doit percevoir, à longueur d'années, un salaire fixe régulier, sans quoi il sera écarté du bénéfice de la carte professionnelle. Ce qui, dans les faits, permet à un employeur mal intentionné de se décharger légalement du versement de toute indemnité de licenciement à un journaliste pour lequel il aurait pris, d'avance, le soin de ne pas accorder un salaire au montant régulier<sup>12</sup>.

Pour tenter de corriger les conséquences regrettables de ce critère « d'occupation principale régulière et rétribuée » avec des « appointements fixes » qui constituent « le principal de ses ressources », le législateur français a, par une loi du 4 juillet 1974, revu cette condition en stipulant que le journaliste se doit seulement de tirer de sa profession « le principal de ses ressources nécessaires à son existence »<sup>13</sup>. Ce qui permet à des journalistes ayant de bons revenus extra-professionnels (pensions, retraites, dividendes, rentes de toutes sortes) de bénéficier de la carte de presse, même si les revenus qu'ils tirent de leur activité journalistique sont assez modestes par rapport au reste.

#### *Nature de l'organe de presse qui emploie le journaliste*

Le salarié, le rédacteur, le directeur, le maquettiste ou *designer* d'un journal d'entreprise, d'une publication pornographique, d'un journal d'annonces gratuit, d'un bulletin de liaison, etc., peuvent-ils prétendre à la qualité de journaliste professionnel ? La réponse n'est pas si simple parce que si l'organe pose problème quant à sa "nature", le travail peut y être rédactionnel et lié à l'actualité.

La jurisprudence française a donné une réponse en faisant une distinction entre « journaliste professionnel » travaillant nécessairement dans une entreprise de presse qui édite une publication au sens de l'article L 761-2 de la loi de 1935 et « journaliste d'entreprise » travaillant pour une publication interne, d'annonces ou autres<sup>14</sup>. Le premier peut prétendre au bénéfice du statut, de journaliste, le deuxième non.

Pour surmonter cet obstacle, certains organes de presse concernés par cette exclusion font valoir que l'obtention d'un numéro d'inscription à la Commission paritaire des publications et agences de presse est un élément légal, un atout qui devrait en principe favoriser leurs salariés pour le bénéfice de la carte de presse. La France pratique un régime d'aide à la presse sélectif et strictement réglementé. Il ne profite qu'aux « entreprises exploitant soit un journal, soit une revue mensuelle ou bi-

mensuelle consacrée pour une large part à l'information politique »<sup>15</sup>. D'où l'interprétation optimiste des organes de presse disposant d'un numéro auprès de ladite commission. Le Conseil d'État a fini par trancher en considérant que ce critère n'a aucune valeur légale au regard de la loi du 29 mars 1935<sup>16</sup>.

Au Maroc, la lettre royale du 19 décembre 1996 institue une aide à la presse écrite : don royal et subventions indirectes<sup>17</sup>. Mais ce régime d'aide n'étant pas encore réglementé par un texte de droit et n'ayant pas encore donné lieu à un contentieux soumis aux tribunaux, on ne peut en conclure que les salariés-correspondants, rédacteurs, envoyés spéciaux, etc., des entreprises qui en bénéficient sont automatiquement des journalistes professionnels ou non.

### *Personnels assimilés*

Sur la base des trois critères précédents, communs aux textes français et marocains, le journaliste est un salarié qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice d'une activité principalement rédactionnelle, de recherche, de traitement et d'analyse, de faits de tous genres liés à l'actualité pour le compte d'une publication ou d'une entreprise de presse<sup>18</sup>.

Il en résulte l'exclusion de nombreux pigistes (*free lance*) qui ne peuvent prétendre à la qualité de journaliste professionnel parce qu'ils ont des revenus irréguliers et collaborent souvent à plusieurs organes de presse en même temps. Pour pallier cette conséquence, dommageable pour les collaborateurs qui veulent conserver leur liberté d'action, le législateur a, en vertu de la loi du 4 juillet 1974, élargi la qualité de journaliste professionnel à toute personne ayant pour occupation principale, régulière et rétribuée l'exercice de sa profession dans « une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques ou dans une ou plusieurs agences de presse et qui en tire le principal de ses ressources ». Ce complément de définition a été repris, 21 ans après, par le législateur marocain. Le *dahir* du 22 février 1995 élargit, dans les mêmes conditions, le statut de journaliste professionnel aux *free-lances*. Mais si en France, cette disposition répond aux revendications de milliers de personnes qui, de plus en plus, s'installent à leur propre compte et proposent leurs services à plusieurs organes de presse en même temps, au Maroc, pour des raisons politiques et administratives, le journalisme indépendant n'est pas encore chose courante<sup>19</sup>. Pour l'instant, l'amendement du 22 février 1995, fort médiatisé par les uns et les autres, ne couvre... qu'une seule personne ! En vallait-il la peine ?<sup>20</sup>

Par ailleurs, le statut de journaliste professionnel était limité au personnel de la presse écrite et agence de presse. L'audiovisuel ayant été en France – et étant toujours au Maroc – sous tutelle de l'État, les employés de la radio et de la télévision, ORTF en France et RTM au Maroc, étaient justiciables du seul statut de la Fonction publique qui ignore les particularités du métier de journaliste. La loi du 29 juillet 1982, confirmée par celle du 30 septembre 1986 relative à « la liberté de communication audiovisuelle » a mis fin à cette situation en stipulant que « les journalistes exerçant leur profession dans une ou plusieurs entreprises de communication audiovisuelle ont la qualité de journalistes professionnels au même titre que leurs homologues de la presse écrite ». Au Maroc, le *dahir* du 22 février 1995 a repris cette démarche et élargi la définition au personnel de la radio et de la télévision (ministère de la Communication, 1995). Mais l'opposition entre le statut de la Fonction publique et le statut du Journaliste professionnel n'est pas pour autant résolue dans la mesure où le premier ne permet pas les "largesses" que le second accorde.

### *Valeur de la carte de presse*

Pour bénéficier de la carte de presse, l'intéressé doit déposer un dossier auprès de la Commission de la carte professionnelle. Une commission qui, logiquement, ne doit pas être administrative, sinon elle s'alignera toujours sur les positions du pouvoir et qui ne doit pas être composée exclusivement de journalistes, sinon elle versera dans le corporatisme.

Afin de l'adapter aux conditions de l'indépendance, l'arrêté qui en fixait initialement la composition a été modifié par le décret du 4 janvier 1958 qui stipule que cette commission comprend le ministre de la Communication ou son représentant (à titre de président), un représentant du Cabinet royal, un représentant du ministère de l'Intérieur, quatre directeurs de quotidiens, périodiques ou agences d'information désignés par le ministre de la Communication, quatre journalistes désignés par le ministre de la Communication.

Comparée à son homologue française<sup>21</sup>, la commission marocaine passe – telle qu'elle est actuellement composée – pour un organe gouvernemental... avec tout ce que cela implique pour la délivrance de la carte de presse et la liberté d'expression. Certes, le journalisme est au Maroc comme dans d'autres pays de référence une profession libre sans conditions d'accès. Il y a de la liberté de communication, pierre angulaire de toutes les autres libertés<sup>22</sup>. Mais c'est la possession de la carte de presse

qui, seule, atteste de la qualité de journaliste auprès des administrations, au même titre – dans des domaines certes différents – que la carte d'identité, le passeport ou la déclaration d'impôts.

Se pose alors une question importante : la carte de presse marocaine est-elle "constitutive" ou "déclarative" de droit ? La réponse est importante parce que le bénéfice des avantages prévus par le *dahir* du 18 avril 1942 sont liés à l'obtention de la carte de presse, délivrée après étude de dossier. Or, normalement, le pouvoir d'appréciation de la Commission devrait se limiter à constater une situation, un état. La dotation de plus de pouvoir d'appréciation reviendrait, au vu de sa composition "très gouvernementale", à censurer les plumes, les voix et les figures de l'opposition en leur refusant l'obtention de la carte. La carte n'est rien, mais sans elle tout se complique et les difficultés se font insurmontables.

### **Particularités du statut de journaliste professionnel au Maroc**

Le *dahir* du 18 avril 1942 est assez mal compris. Pour certains, ce texte est une hérésie juridique. Les journalistes sont comme tous les autres salariés, justiciables du Code du Travail. Si tant est que les journalistes méritent un statut qui leur soit propre, pourquoi n'en serait-il pas de même pour toutes les autres professions ? Pour d'autres, faire un texte pour les salariés des médias constitue une atteinte à la liberté d'opinion et d'expression des journalistes. Pour d'autres enfin, la carte de presse, avec ce que cela suppose comme sélection et réglementation de la profession, est fort utile. C'est un faire-valoir auprès de l'administration, du public ou de l'employeur quand on rechigne à leur reconnaître leurs droits.

#### ***Une copie aménagée du texte français***

La *dahir* du 18 avril 1942 date du temps du protectorat français. Il est la copie de la loi Henri Gernut du 29 mars 1935 promulguée par le président Albert Lebrun à la suite de houleux débats au Parlement, de remontrances du Bureau international du travail (1927) et de dizaines de séances de travail de la commission mixte chargée de préparer ce texte. Cette commission regroupait des représentants du gouvernement, les employeurs (la Fédération nationale des patrons de France, le Syndicat de la presse parisienne, le Syndicat des quotidiens régionaux, le Syndicat de la presse d'opinion) et les journalistes (le Syndicat national des journalistes, le Comité général des associations de presse).



Le texte français concernait 4 000 personnes en 1935 (plus de 30 000 actuellement) à un moment où la III<sup>e</sup> république de Léon Blum projetait de nationaliser la presse<sup>23</sup>, de promouvoir la classe ouvrière et de museler ses détracteurs, y compris les journaux et journalistes.

Au Maroc, le *dahir* du 18 avril 1942 a été pris du temps du protectorat français, pendant la Seconde Guerre mondiale, à un moment où les Marocains œuvraient pour leur indépendance, entre autres par voie de presse (Julien, 1982). Militants, ils étaient légalement exclus du bénéfice du statut. Les seuls journalistes professionnels, quelques dizaines, étaient tous français. Actuellement, quasiment tous marocains, ils sont 1 164 d'après les chiffres de la Commission de la carte de presse.

Le droit marocain est, pour la plupart de ses textes, repris sur le droit français. Ce qui le crédite de toutes les valeurs démocratiques propres à celui-ci : légalité, égalité, liberté et pluralisme. Mais pour les spécialistes français du droit comparé, beaucoup de dirigeants des pays anciennement colonisés par la France – moins soucieux du respect des libertés publiques et dont la législation est présentée comme largement inspirée du droit français, qui leur sert de couverture ou de justification – en font un usage fréquemment sévère et en marge de toute légalité<sup>24</sup>.

***Le statut régit les conditions de travail du journaliste et non pas sa liberté d'expression***

Contrairement à une idée largement reprise par les milieux de la presse et de la communication, le *dahir* du 18 avril 1942 ne régit pas la liberté d'expression du journaliste. Sur les colonnes de la presse écrite et à l'occasion de débats sur la liberté de communication au Maroc, les réquisitoires contre ce texte sont fréquents. Parce qu'il date du temps du protectorat français, que les journalistes n'en ont pas besoin et que les démocraties ignorent ce genre de réglementation<sup>25</sup>. La stupéfaction des gens de la presse n'est pas rare quand ils apprennent que, juridiquement, le statut de 1942 ne régit que leurs conditions de travail sans plus. D'ailleurs, la loi française de 1935, largement reprise par le *dahir* du 18 avril 1942, fait partie du Code du Travail<sup>26</sup>. Il en est de même en Tunisie, au Luxembourg, en Belgique, au Portugal, etc. Au Maroc, le texte portant statut du journaliste professionnel est toujours à part parce que le pays ne dispose pas encore de Code du Travail. Un projet a été déposé devant le Parlement depuis des années, mais il n'est toujours pas adopté.

Pour dissiper toute confusion, on peut reprendre les conclusions de spécialistes en la matière pour qui le *dahir* du 18 avril 1942, au vu de l'originalité et de la sensibilité de la profession de journaliste, a pour

objectif légal d'accorder des garanties conséquentes aux salariés de la presse en raison de leurs conditions de travail toutes particulières (Mollard, 1963)<sup>27</sup>. Mais la confusion n'est pas pour autant levée. Vu l'application qui est faite du texte, la délivrance de la carte de presse reste du ressort d'une commission à dominante étatique. Elle instruit les dossiers d'une façon qui est très critiquée par les gens de la profession<sup>28</sup>. La carte de presse ne permet certes pas grand chose quant à la recherche de l'information, mais sans cette fameuse carte, un correspondant de presse n'est rien devant l'administration. Il ne peut filmer un événement, mener une enquête ou tendre le micro à des grévistes. Il lui faut une autorisation administrative.

### *Les avantages et garanties accordés à la profession*

Les journalistes marocains titulaires de la carte de presse bénéficient directement des garanties prévues par leur statut et indirectement des avantages institués par la lettre royale du 19 décembre 1986 sous forme d'aide à la presse écrite.

À l'exception de la clause de conscience, les garanties consenties aux journalistes professionnels sont communes à tous les autres salariés. Le *dahir* du 18 avril 1942 distingue deux catégories de journalistes : « le salarié à plein temps et le pigiste. Le premier est tenu à un certain nombre d'obligations vis-à-vis de son employeur, auquel il doit des comptes. Il reçoit de lui ordres et directives sur ce qu'il doit faire et la façon de le faire. Il est astreint à une présence. Il a une place dans l'organisme intégré dans une hiérarchie au sein de l'entreprise (...) même si pour tenir compte de la spécificité de la profession et garantir leur liberté, la notion de subordination ne se conçoit pas, pour les journalistes, avec la même rigueur ou les mêmes contraintes que celles qui sont ordinairement admises en droit commun »<sup>29</sup>. Le second est une personne qui apporte une contribution occasionnelle à un ou plusieurs organes de presse en même temps selon un contrat tacite ou formel de louage de services, d'ouvrage ou d'entreprise. Rémunéré à la pige, il est indépendant et doit sa qualité de journaliste professionnel au fait qu'il en tire le principal de ses ressources nécessaires à son existence.

En cas de licenciement, quelle qu'en soit la cause, un délai de préavis est à respecter. Il permet au journaliste ou à l'employeur de se mettre, dans des conditions convenables, à la recherche d'une solution de rechange. Le délai de préavis est fonction de la durée d'exécution de contrat de travail et doit permettre à la personne licenciée de consacrer un certain nombre d'heures à la recherche d'un nouvel emploi (article 6).

Si les dispositions relatives au repos hebdomadaire et au congé des journalistes sont communes à tous les salariés, l'indemnité de congédiement, telle que prévue par l'article 7 du statut, est propre à la profession. L'article en question en précise le montant et renvoie à la Commission arbitrale lorsque la durée des services excède 15 ans, ou en cas de faute grave ou de fautes répétées.

D'une façon générale, c'est le contrat de travail réel ou présumé entre le journaliste et l'organe de presse qui détermine les droits et les obligations des deux parties. Selon l'article 9, tout travail non prévu par le contrat fait sur ordre de la direction de l'entreprise comporte une rémunération supplémentaire.

Au Maroc comme en France, les journalistes sont, de par leur statut, la première catégorie de travailleurs à bénéficier du congé annuel payé. L'article 10 du *dahir* du 18 avril 1942, précédant en cela le *dahir* du 9 janvier 1942 relatif aux travailleurs du secteur privé et dérogeant à ses principes généraux, prévoit que les journalistes professionnels liés à une entreprise de presse ont droit à un congé d'une durée minimum d'un mois.

Comme l'a rappelé la Cour de Cassation en France, l'employeur n'est pas dans l'obligation d'assurer à un pigiste la rémunération d'un nombre d'articles déterminés dans un temps donné<sup>30</sup>. Les variations de l'actualité imposent parfois de surseoir à la publication de papiers dûment commandés par l'employeur et programmés par le secrétariat de rédaction. Mais pour protéger le pigiste, tout travail commandé est payé. Il en va de même pour un correspondant travaillant pour le compte d'une publication, mais sans recevoir d'instructions concernant le choix des événements dont il entend assurer la couverture ou concernant le contenu des articles et sans présence minimale au journal ou d'horaires à respecter. Le fait que le journal loue ses services sans publier nécessairement tous ses articles l'investit de la présomption de salariat<sup>31</sup>.

Pour ce qui est de la "clause de conscience", cette dernière est commune à la plupart des pays qui ont doté les salariés des médias d'un statut qui leur soit propre. Cette clause institue dans le domaine de l'information et de la communication un privilège au seul bénéfice des journalistes afin de leur assurer indépendance et liberté. « Le journaliste accomplit en général, un travail dans lequel entrent en jeu ses conceptions politiques, morales ou religieuses », explique Mollard (1963, p.144). Il arrive que le journal auquel il est attaché change de propriétaire ou d'orientation d'une façon qui heurte ses convictions personnelles. Pour assurer au journaliste sa liberté d'opinion, son honneur et sa dignité, le paragraphe 3 de l'article 8 du *dahir* du 18 avril 1942 lui permet de prendre

de son propre chef, dans certains cas précis, la rupture du contrat de travail qui le lie à son employeur tout en ayant droit aux indemnités de licenciement qui lui reviennent légalement pour rupture du contrat de travail du fait de l'employeur.

Le journaliste peut invoquer l'application de la clause de conscience dans deux cas : la cession du journal, du périodique ou de l'agence et un changement notable dans leur orientation. En France, l'article L-761-7, 3<sup>o</sup>, plus exhaustif, retient le changement dans le « caractère ou l'orientation » de l'organe de presse. En outre, cet article prévoit un troisième cas pour la mise en jeu de la clause de conscience : la cessation de la publication.

Conformément à la lettre royale du 19 décembre 1986, la carte de presse donne droit à quelques avantages : gratuité totale des déplacements sur les lignes de chemin de fer nationales pour 300 journalistes et réduction de 50% pour les autres (864 personnes) ; réduction de 50% sur les frais de séjour dans les hôtels classés ; réduction de 50% sur les lignes de transport routier de la société nationale CTM au Maroc ou à l'étranger ; prise en charge totale des journalistes (transport, hébergement et autres services) pour la couverture d'événements nationaux.

Par ailleurs, les journalistes professionnels sont censés bénéficier, quoique de façon indirecte, du don royal accordé chaque année aux quotidiens nationaux ainsi que des subventions allouées à la presse écrite comme : la gratuité de l'abonnement aux services de l'agence officielle MAP ; réduction de 50% sur les frais de téléphone, fax et télex ; subvention du papier journal.

#### *L'accès aux sources d'information*

Au Maroc, le *Maghzen* (appareil d'État) préside à tout et intervient partout. Fort d'une administration centralisée et généralisée à tout le pays, il décide de tout, sans partage, conserve à titre exclusif documents, études et archives de toutes sortes et arrête ce qui doit être publié et ce qui doit être tu et constitue, de ce fait, une source d'information incontournable. Une information à prendre quand même avec les précautions d'usage.

Telle qu'instituée par le *dahir* du 18 avril 1942, la carte de presse n'investit son titulaire d'aucun droit ou privilège d'accès aux sources d'information, ce qui calme toute velléité d'investigation et réduit alors le travail journalistique, comme c'est le cas, à la reproduction des communiqués et autres discours officiels. La révision du 22 février 1995

a introduit une disposition qui préconise le droit d'accès du journaliste aux sources d'information, mais uniquement « dans le cadre de la législation en vigueur ». Vu les obligations qui pèsent sur le fonctionnaire marocain et qui l'autorisent à refuser la communication de toute information, sensible ou ordinaire, et à soustraire de son propre chef des dossiers ou partie de dossiers à la consultation sans justification ni rappel, en invoquant simplement la confidentialité ou une raison de service, les possibilités juridiques d'accès aux sources sont finalement très limitées. Ce qui réduit, voire annule, la portée de cette révision introduite pourtant avec beaucoup de tapage.

Par ailleurs, à l'exception de la Bibliothèque générale et archives créée du temps du protectorat français et qui n'est ni une bibliothèque nationale, ni une centrale d'archives, aucun organisme n'est prévu pour le versement des archives nationales, régionales et communales. Les fonds existants, éparpillés au hasard des administrations qui les produisent, toutes inconnues du public même le plus averti, ne sont ni organisés, ni répertoriés, ni traités. La documentation administrative évolue dans un vide technico-juridique, ce qui ne facilite guère ni le travail des journalistes, ni la recherche scientifique. Lesquels gagneraient en qualité et en notoriété si le législateur dotait ce domaine d'une réglementation comme en France (1974, 1978), en Grande-Bretagne (1911) ou au États-Unis (1968).

Pour ce qui est de l'accès aux sources privées d'information, cela dépend du journaliste et de ses relations. Mais à ce niveau, la problématique se pose en d'autres termes. Pour des raisons de déontologie, d'intérêt ou de sécurité, le journaliste a-t-il le droit de taire ses sources d'information quand les données qu'il révèle sont sensibles, litigieuses, attentatoires à la réputation d'autrui ou divulguées à dessein ? Avant de répondre à cette question, il ne faut pas oublier qu'il est des batailles qui se livrent par journalistes interposés et qu'il est fréquent que ceux-ci se fassent les confidents de citoyens qui, excédés par les exactions et l'arbitraire de l'administration et autres officiels, s'adressent à eux en dernier recours. Certaines professions comme les avocats et les médecins ont droit au secret professionnel. Les journalistes, pas tout à fait. En France<sup>33</sup>, comme en Europe communautaire<sup>34</sup>, la protection des sources journalistiques est, depuis quelque temps, considérée comme un fondement sacré de la liberté de la presse. On ne peut déroger à sa sacralité qu'au seul cas où il serait démontré une justification résultant d'un « impératif prépondérant d'intérêt public ». Au Maroc, le secret des sources n'est même pas encore débattu.

## Le statut social du journaliste professionnel au Maroc

Qu'en est-il de la profession de journaliste au Maroc ? A-t-elle du poids, du mérite et a-t-elle produit des "signatures" ? En association avec ce qu'il connaît de la profession sous d'autres cieux, l'homme de la rue lui voue de l'admiration, l'associe à la radio et la télévision sans la presse écrite, la crédite d'avantages et de salaires confortables et la suspecte de passe-droits fréquents et inavoués. Mais à l'exception des quelques *speakers*, rares sont les journalistes marocains qu'il connaît de nom pour leur plume, style ou autorité. Et depuis que les antennes paraboliques ont permis de découvrir la radio et la télévision des autres et que le fac-similé a permis de lire quelques titres de la presse internationale en temps réel, les médias marocains et leurs journalistes souffrent en audience et en estime. Ils passent pour des adeptes de la langue de bois, plats et sans crédibilité, et surtout sans pouvoir réel sur les autorités publiques. Pourquoi ? Les raisons en sont multiples.

### La rémunération

Au Maroc, il est difficile de dresser une échelle de salaires des journalistes tant leur rémunération n'obéit à aucune règle, pas même celle de la notoriété, du mérite, du professionnalisme ou de l'ancienneté. Globalement, le secteur public paye mieux avec la sécurité de l'emploi en plus. Mais il est des périodiques de la presse écrite qui toutefois offrent de meilleurs salaires. En combinant salaires et sécurité de l'emploi, on peut classer les journalistes marocains comme suit : 1. les journalistes "fonctionnaires", qui sont régis par le code de la fonction publique et qui obéissent à la grille de salaires commune à la grille de salaires de tous les agents publics. Cette grille varie pour le titulaire d'une licence de l'Enseignement supérieur entre 3 000 MAD (300 \$ US) comme débutant et 12 000 MAD (1 200 \$ US) par mois en fin de carrière ; 2. les journalistes "contractuels" du secteur public, lesquels sont recrutés sur la base d'un contrat généralement renouvelable : ils ont grosso modo une rémunération qui recoupe celle des journalistes fonctionnaires ; 3. les journalistes "permanents de la presse quotidienne", qui sont souvent en poste depuis la création du journal et qui doivent leur situation à leur seul statut social (hommes politiques, dirigeants de partis, hommes d'affaires, dignitaires ou privilégiés de toute sorte) : ils bénéficient d'une rémunération confortable voisine de celle des cadres de l'État ; 4. les journalistes "salariés", qui sont recrutés par les quotidiens et les périodiques pour des raisons politiques, syndicales, personnelles ou

autres : ils constituent la masse des gens de la profession avec des salaires souvent assez médiocres.

Selon une enquête du journal *L'opinion* réalisée en 1991<sup>35</sup>, le salaire de 68% des journalistes marocains est de 1 000 à 3 500 MAD par mois (100 à 350 \$ US). En 1995/96 et selon le Syndicat national de la presse marocaine, les salaires varient dans un quotidien moyen entre 1 800 et 4 500 MAD<sup>36</sup>, souvent sans couverture sociale. Il est même un quotidien dont le montant total des salaires déboursés pour ses journalistes, dont trois permanents, ne dépasse pas les 5 500 MAD par mois<sup>37</sup>.

La rémunération des journalistes marocains est donc, dans l'ensemble, assez médiocre et elle n'obéit pas à des critères professionnels. Pour pallier cette situation et prenant exemple sur des pays comme l'Égypte ou la France, le Syndicat national de la presse marocaine a préparé une convention collective. Soumise depuis 1993 aux organes de presse marocains, elle est demeurée jusque-là sans véritables suites concrètes. Et pourtant, le SNPM regroupe sous sa houlette aussi bien les journalistes que leurs employeurs.

### *Formation et répartition par sexe et par média*

Au Maroc comme dans d'autres pays, est journaliste quiconque manie la plume, la caméra ou le micro ou loue les services de quelqu'un qui le fait à sa place. Tout le monde peut se prétendre journaliste ou se faire engager comme tel. C'est la profession du « tout-venant » (Ruellan, op. cit.). Aucun diplôme, expérience, grade ou examen n'est exigé. Ce qui est normal pour une profession qui parle de tout, au carrefour de mille et un métiers, qui a besoin d'hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, intellectuels ou racoleurs. Cela tranche avec l'orthodoxie de certaines professions comme la médecine, mais c'est salubre pour la liberté d'opinion et d'expression parce que pour la limiter, il suffit d'encadrer l'accès au métier de journaliste.

Les journalistes titulaires de la carte de presse au Maroc sont pour la plupart généralistes : les spécialistes sont rares. Et pour cause, les rubriques et magazines spécialisés ne sont pas courants et les seuls qui existent sont plats et sans aucune pertinence. Issus, pour les vétérans, du mouvement d'indépendance et pour les jeunes d'un jeu de recrutement qui mêle « clientélisme » et compétence, ils sont formés sur le tas, « politiquement » engagés ou au service du discours officiel. Ils sont à 74% de sexe masculin, souvent bilingues (arabe / français en général), mais avec une signature de portée limitée.

Journalistes marocains : hommes / femmes <sup>38</sup>

Org. Presse \ Sexe	Dir. Homme	Dir. Femme	Jour. Homme	Jour. Femme	Techn. Homme	Techn. Femme	Total
Presse écrite	53	02	265	51	22	-	393
RTM (Radio)	01	-	110	49	44	-	204
RTM (TV)	01	-	82	43	79	02	207
Agence MAP (of.)	01	-	136	45	01	01	184
2M (TV)	01	-	16	11	76	17	121
Médi 1 (Radio)	01	-	20	07	01	-	28
Serv. Photo	-	-	-	-	09	-	09
C.C.M.	01	-	01	-	11	-	13
Radio FM (locale)	-	-	-	-	-	-	01
Ag. Ph. Ph. Ma.	-	-	-	-	01	-	01
Ag. Chiraa	-	-	01	-	-	-	01
Total	59	02	631	207	245	20	1164

Journalistes marocains : niveau d'instruction <sup>39</sup>

Org. Presse \ Niveau	Pri.	Sec.	Lyc.	Bac.	Uni.	Lic.	Dip. ISIC	Mag.	Ph.D	Total
Presse écrite	03	11	50	52	91	130	30	19	07	393
RTM (Radio)	02	09	37	24	22	53	52	04	-	203
RTM (TV)	07	07	48	11	25	40	60	08	-	206
Agence MAP	-	-	13	06	22	95	35	09	03	183
2M (TV)	-	-	07	22	15	60	11	03	02	120
Médi 1 (radio)	-	-	-	01	08	10	07	02	-	28
Radio FM (loc.)	-	-	-	-	-	01	-	-	-	01
C.C.M.	-	02	07	02	-	01	-	-	-	01
Agence Photo	-	01	01	-	-	-	-	-	-	02
Ag. Chiraa	-	-	01	-	-	-	-	-	-	01
Ser. Photo	02	04	03	-	-	-	-	-	-	09
Total	14	34	16	118	183	390	195	45	12	1158



Journalistes marocains : âge <sup>40</sup>

Org. Presse \ Âge	20-40	41-60	61 ans et plus	Total
Presse écrite	204	178	11	393
RTM (Radio)	85	118	-	203
RTM (TV)	130	76	-	206
Agence MAP	95	88	-	183
2M (TV)	115	05	-	120
Médi 1 (radio)	19	09	-	28
C.C.M.	02	10	-	12
Agence Photo	03	06	-	09
Radio FM (loc.)	01	-	-	01
Ag. Ph. Pr. Ma.	-	02	-	02
Agence Chiraa	-	-	01	01
Total	645	492	12	1158

*La place du journaliste au Maroc*

Si la presse est le quatrième pouvoir, les journalistes en sont les principaux artisans. C'est leur capacité d'investigation, leur professionnalisme, leur expérience, leur analyse et leur signature qui font l'autorité d'une publication. N'est-ce pas des journalistes qui ont fait tomber des hommes d'État comme Richard Nixon et des gouvernements à ne plus pouvoir en donner le nombre ? Mais rarement dans les pays du Tiers monde. Certes, il est des journalistes sans scrupules qui s'écartent volontiers de leur mission première (informer, distraire et cultiver) et qui font de la délation, le voyeurisme et la diffamation leur fonds de commerce. Ils sont conciliants avec les personnalités qui savent se faire généreuses et se font intransigeants avec les anonymes et la cause des animaux maltraités !

Mais le quatrième pouvoir est tributaire de l'existence d'un État de droit. L'État de police et l'État de finances l'ignorent. Au mieux, ils s'en accommodent. Ils en érigent les structures, en célèbrent les hommes pour mieux s'en servir. Qu'en est-il au Maroc ? Les journalistes y ont-ils un poids, un rôle ?

Les années 1960-1970, années noires du Maroc contemporain, n'étaient heureuses ni pour la presse ni pour les journalistes. Pour trancher avec ce passé et engager la transition démocratique dont il est officiellement question, Amnesty International juge qu'il est nécessaire

d'en solder les comptes<sup>41</sup>. Il y va, entre autres, de l'avenir du quatrième pouvoir.

Dans une interview accordée à la BBC (radio) et diffusée les 10 et 11 juin 1998, M. Driss Basri, ministre de l'Intérieur, en poste depuis plus d'un quart de siècle, estime que « l'appréciation d'Amnesty International des droits de l'homme au Maroc n'est pas objective. Elle ne fait pas état des cas de progrès réalisés par le Maroc en matière de droits de l'homme et qui méritent considération et justifient l'optimisme »<sup>42</sup>. Pour M. Abderrahmane El Youssoufi, Premier ministre du premier gouvernement "d'alternance", il en est autrement. Il compte rompre avec le passé et « construire enfin au Maroc un véritable État de droit, en clair faire en sorte que ce pays ne puisse plus jamais connaître d'arrestations arbitraires et tant de violations des droits de l'homme, comme au temps des années noires »<sup>43</sup>.

En attendant, le quatrième pouvoir – s'il en existe un au Maroc – souffre de blocages multiples. Pendant 40 ans, le pays a en effet connu un régime de pouvoir à sens unique, de pratiques féodales, de quadrillage policier, d'élections falsifiées, de marchés et concours publics truqués, d'enlèvements, de séquestrations, de tortures et d'assassinats d'opposants. Pour reprendre une expression d'Ignacio Ramonet<sup>44</sup>, c'était « le régime de la terreur en toute impunité ». Pendant 40 ans, il n'y avait de journalistes que ceux que le pouvoir tolérait. Les plumes critiques ont ainsi été ni plus ni moins laminées par la répression et les offres de collaboration<sup>45</sup> en forme de pièges dans lesquels beaucoup se sont engouffrés pour animer la comédie démocratique du pouvoir. Pendant 40 ans, le silence a régné dans les rangs des journalistes. Les tabous étaient légion : la corruption, les détournements de fonds, l'abus de pouvoir, la fortune des gouvernements, les corps constitués, le trafic de drogue, les émeutes, les catastrophes naturelles et industrielles, les droits de l'homme, etc.

Comme le soulignent les rapports sur les droits de l'Homme au Maroc, l'autocensure est de rigueur chez les journalistes<sup>46</sup>. Leur marge d'expression est balisée par des repères à valeur constitutionnelle et limitée par des lignes rouges à géométrie variable<sup>47</sup>. Leur écriture est fossilisée dans un carcan de formules et de précautions obligatoires. Le journalisme d'investigation est, quant à lui, inexistant. Et pour cause : l'accès à l'information est difficile, souvent impossible. Pour l'actualité nationale, seuls les communiqués officiels sont disponibles. En matière de sanctions, le Code de la presse prévoit de lourdes peines d'amende et d'emprisonnement pour des délits qui passent ailleurs pour de simples "écarts de langage". Conséquence : au Maroc, les plumes sont en majorité

dédiées aux partis ou à l'État ou les deux à la fois. Le pouvoir ayant tout régéné de façon féodale depuis l'indépendance, il a empêché l'apparition d'une méritocratie dans les médias (intellectuels, technocrates, artistes, caricaturistes, chroniqueurs, éditorialistes... de mérite) et entretenu, à gros frais, les laudateurs du pouvoir.

Au Maroc, le marché de la presse écrite est exigu (200 000 à 500 000 exemplaires vendus par jour) et celui de l'audiovisuel verrouillé par le monopole de l'État. Les magazines, documentaires et autres émissions de la radio et de la télévision susceptibles de révéler des plumes et des talents se résument le plus souvent à des séances de palabres, voire des orgies d'autosatisfaction, d'autocritique ou d'autoflagellation prévues pour faire écho au discours officiel sur les thèmes traités. Fatalement, la société civile est peu présente dans les médias. Les associations, clubs et autres observatoires dédiés à ce secteur sont tous initiés par les autorités.

Compte tenu de ces multiples blocages qui pèsent lourdement sur le métier de journaliste, il en résulte qu'à de rares exceptions près, le journaliste marocain est surtout un porte-micro, un employé aux écritures, un liseur de dépêches, un fonctionnaire de la vérité, un porte-voix, un auxiliaire à tout faire... La presse marocaine s'émeut – et à gros titres – pour diverses causes dans des pays lointains (pollution, abus de pouvoir, corruption, droits de l'Homme, catastrophes naturelles, etc.), mais ne souffle mot sur les affres mêmes du Maroc. Pas étonnant dans ces conditions que les signatures marocaines soient très rarement "reprises" au plan international. Au contraire, la presse étrangère fait-elle plutôt état du despotisme du pouvoir au Maroc, de ses violations des droits de l'homme, du coût social de sa politique et de ses abus en tous genres.

Sur un plan légal, le Code de la presse prévoit des limitations (ordre public, sûreté de l'État, bonnes mœurs, etc.) et des peines d'amende et d'emprisonnement telles que la liberté d'expression au Maroc est loin de satisfaire aux critères de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La jurisprudence récente en donne une idée. Ainsi, pour avoir mis en cause l'ex-ambassadeur du Maroc à Washington, actuellement ministre des Affaires étrangères, dans une grosse affaire de détournement de fonds, le directeur du tabloïd hebdomadaire *Al Ousboue*, M. Alaoui a été condamné le 26 avril 2000 par le tribunal de première instance de Casablanca à trois mois de prison ferme, à une amende de 20 000 MAD (2 000 \$ US), à 1 000 000 MAD (100 000 \$ US) de dommages et intérêts au profit du ministre et une interdiction d'exercer le métier de journaliste pendant trois ans<sup>48</sup>. Autre exemple : pour avoir brisé un tabou en publiant un entretien avec Mohamed Abdelaziz, chef

du Polizario, réalisé à Washington, l'hebdomadaire *Le Journal* et son édition en langue arabe *Assahifa*, tous les deux imprimés en France, ont été interdits d'entrée au Maroc le samedi 15 avril 2000 sur ordre du Premier ministre socialiste Abderrahmane Youssoufi. Le communiqué annonçant la double interdiction a d'ailleurs de quoi surprendre quant à la terminologie adoptée<sup>49</sup>.

Suite à ces deux affaires et paradoxalement à un moment où l'intronisation du nouveau roi Mohamed VI suscite de grands espoirs, le ministère de la Communication et le Syndicat national de la presse marocaine ont organisé une journée d'étude à Rabat le 9 mai 2000 sur « l'éthique journalistique ». Il est question d'un nouveau code de déontologie pour la profession. Probablement pour rappeler à l'ordre les plumes téméraires et les nouveaux venus... contre d'éventuels « manquements aux sacralités du pays », pour reprendre la terminologie officielle ■

### Notes

1. Au début des années 1960, deux chercheurs américains, adeptes de l'école du "fonctionnalisme" se proposent de déterminer le degré de professionnalisme chez les journalistes en utilisant quatre critères : la formation, le caractère technique du savoir, le rôle social, la responsabilité et la structure du groupe. Voir J.M.MACLEOD et Jr.S.E. HAWLEY, « Professionnalization Among Newsmen », *Journalism Quarterly*, vol.41, août 1964. Commentant cette approche du métier de journaliste, Denis RUELLAN évoque une « profession du flou » (op.cit.).
2. La loi de 1963 réformant l'Ordre des journalistes en Italie lui attribue deux fonctions principales : veiller sur l'examen d'accès à la profession et faciliter l'obtention d'avantages (réductions sur les moyens de transport). Mais la réputation de l'Ordre a été ternie par plusieurs scandales qui, actuellement, pèsent sur son avenir.
3. En Grande-Bretagne, la problématique se pose en termes de déontologie de la profession. Une déontologie que les journalistes tiennent à établir eux-mêmes. Mais depuis l'échec de l'expérience du Press Council créé en 1953 et la mise sur pied de la Press Complaints Commission en 1991 par le gouvernement, le législateur semble gagner du terrain dans ce domaine historiquement soustrait à sa compétence.
4. Voir : Bureau International du Travail (1927), *Conditions de vie et de travail des journalistes*, Documents Bleus, Série L, Genève.
5. Voir sa feuille d'information *FII en Ligne Directe*.
6. Voir sa revue mensuelle actuellement disparue *Le journaliste démocratique*.
7. Le *dahir* du 3 janvier 1958 a supprimé les formules faisant état du protectorat français et adapté le texte à l'indépendance du pays.
8. Le *dahir* du 22 février 1995 a élargi la définition de journaliste professionnel (voir supra).

9. Lors d'un débat organisé sur la déontologie par la Fédération nationale de la presse française à l'Assemblée nationale le 28/04/1998, le Président de l'Assemblée, Laurent Fabius, et d'autres orateurs se sont posé la question sur le bien-fondé des aides et avantages fiscaux accordés à la presse (y compris aux journalistes). Ils coûtent 10 à 15 milliards de francs par an à l'État. Cf. : A.S. (1998), « Laurent Fabius s'interroge sur les aides financières de l'État à la presse », *Le Monde*, 30 avril 98, p.22.
10. Cf. : Arrêt A. Houlez Basset C/Sté Cote Desfossés, C.A. Paris (22<sup>e</sup> Chambre, Sect. A), 6 juillet 1994.
11. C'est le cas d'ex-ministres, de leaders de partis politiques, de professeurs universitaires et autres avocats ou médecins qui se proclament journalistes et briguent même la direction de bureaux régionaux du Syndicat national de la presse marocaine en cette qualité.
12. Cf. Affaire Rivière C/Maroc Presse. Procès verbal de la réunion de la commission du 9 octobre 1956. Archives du Ministère de la Communication. Affaire Devos C/Sté Marocaine de Presse, Arrêt du tribunal de Première Instance, Casablanca, 21 mars 1957.
13. Cf. Arrêt A. Houles Basset C/Sté Cote Desfossés. Ce complément de définition est confirmé par la cour d'appel d'Angers qui avait jugé que « ... est journaliste professionnel s'il reçoit des appointements fixes et occupe son emploi de manière principale, régulière et rétribuée, et il en tire le principal de ses ressources ». Arrêt Société Ouest-France C/ M.Mouton, C.A. d'Angers (3<sup>e</sup> Ch), 19 septembre 1996.
14. Voir deux arrêts du 24 février 1993 de la Cour de Cassation.
15. Article 1458 du Code général des impôts français.
16. Voir pour l'interprétation du terme « publication » au sens de l'article L-761-2 du Code du Travail deux arrêts contradictoires du Conseil d'État : Arrêt Benoit et autres, C.E., 12 janvier 1977 ; Arrêt Thory et autres, C.E., 30 juin 1997.
17. Voir pour le texte, la « Lettre royale adressée au Premier ministre au sujet de la presse nationale » et pour les montants d'aide accordés à la presse marocaine : ministère de la Communication, *La presse Marocaine* (en arabe), Rabat, *Cahiers de la Documentation Marocaine*, numéro spécial, novembre 1997, pp.51-60.
18. Cf. Emmanuel DERIEUX (1994), *Droit de la Communication*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, LGDJ, p.320.
19. Voir Ahmed HIDASS (1989), « Le statut de la presse au Maroc », *La presse au Maghreb : réalités et perspectives*, ouvrage collectif sous la direction de W.S. FREUND (1989), Deutsches Orient-Institut, Hambourg, pp.167-205.
20. Cf. le communiqué final de l'Assemblée générale du SNPM du 29-30 mai 1993 adopté à la veille de la révision du *dahir* du 18 avril 1942. Cf. M.EL OUASDI et H. LAMRABTI, « La carte de presse professionnelle », *La Presse Marocaine* (en arabe), op.cit., pp.61-73.
21. Aux termes de l'article R-761-5 du Code du Travail modifié par décret du 26 février 1985, « la Commission de la carte se compose de 16 membres : huit représentants des employeurs dont sept au titre des directeurs de journaux et agences de presse et un au titre des entreprises de communication audiovisuelle du secteur public et huit représentants des journalistes professionnels. Les représentants des employeurs sont désignés par les organisations les plus représentatives. Les représentants des journalistes sont élus par les journalistes titulaires de la carte ».

22. Cf. résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, 49 (I) de 1946.
23. Voir : Ahmed HIDASS (1983), *L'évolution des aspects de la circulation internationale des informations : 1920-1978*, thèse de doctorat d'État es Droit, Paris XII.
24. E. DERIEUX, op.cit., p.II, 75.
25. Opinions plusieurs fois exprimées lors des travaux de la Commission juridique de la conférence « InfoCom » organisée en avril 1993 par les soins du ministère de l'Intérieur et de la Communication. Opinions à recouper avec les *Travaux de l'Assemblée Générale du SNPM*, 29-30 mai 1993, documents dactylographiés.
26. La loi française porte la référence L-761 CT du Code du Travail.
27. Cf. P.J. MOLLARD, op.cit., p.89.
28. Syndicat national de la presse marocaine (1997), *Rapport annuel sur les conditions des journalistes et de la presse au Maroc* (en arabe), op.cit., p.7.
29. Cf. E. DERIEUX, op.cit., p.331.
30. Affaire Schapire C/Prisma Presse, Cour de Cassation (Ch. Soc.), Arrêt du 9 juillet 1996.
31. Affaire Ouest-France C/J. Coudurier, Cour de Cassation (Ch. Soc.), Arrêt du 1<sup>er</sup> février 1995.
32. La plupart des codes de déontologie insistent sur le secret des sources journalistiques comme la Charte française des devoirs des journalistes de 1918. Curieusement, la Charte de déontologie des journalistes marocains n'en fait pas état.
33. Loi du 4 janvier 1993 portant article 109 du Code de procédure pénale français.
34. Cf. Résolution du Conseil de l'Europe du 18 juin 1994 sur le secret des sources d'information des journalistes. Affaire Goodwin C/Royaume Uni, Cour Européenne des Droits de l'Homme, Arrêt du 29 mars 1996.
35. B. CHAABI (1991), « Enquête sur le prix du journaliste au Maroc », *L'Opinion*, 29 décembre 91, p.7.
36. S.N.P.M., *Rapport annuel* (en arabe), op.cit., pp.8-9.
37. Ibid., p.9.
38. Ministère de la Communication, *La Presse marocaine*, op.cit., p.63.
39. Ibid., p.63.
40. Ibid., p.67.
41. Cité par : Jean Pierre TUCQUOI (1998), « Amnesty International appelle à solder les comptes des années noires », *Le Monde*, 9 juin 98, p.34.
42. Interview reproduite intégralement dans *Le Matin*, 13 juin 1998, p.1.
43. Propos rapportés par M. Pierre SANE, Président d'Amnesty International., cité par Jean-Pierre TUQUOI (1998), « Amnesty International appelle à solder les comptes des années noires », op.cit. Cf. entretien de José GARCON et Pierre HASKI (1998) avec le Premier ministre M. Abderrahmane YOUSOUFI, *Libération* (Paris), 24 juin 98, pp. 2-3.

44. Ignacio RAMONET (1999), « Où va le Maroc ? », *Le Monde Diplomatique*, août 99, p.1.  
Voir aussi sur la nature du régime au Maroc : Bruno ETIENNE (1999), « Les arcanes du sultan », *Le Monde*, 29 juillet 99, p.13.
45. Selon l'hebdomadaire *Le Journal* (n°118, 15-21 avril 2000, p.4), la société de l'imprimerie de *Al Anbaa* (quotidien au tirage confidentiel édité par le ministère de la Communication) libellait 22 chèques régulièrement depuis 1990 au profit de "grands noms" du journalisme marocain pour leur contribution au journal. Les sommes seraient de l'ordre de 7 000 à 8 000 MAD par mois.
46. Voir en autres : US Department of State, *Morocco Country Report on Human Rights Practices* ; 1995, 1996, 1997, 1998, 1999 ; Released by the Bureau of Democracy, Human Rights and Labor ; Washington. Voir aussi *Le Monde* du 11 juin 1999.
47. Cf. Ahmed HIDASS (1995), « Liberté et Communication au Maroc », *Communication*, (Université Laval, Québec, Canada), vol.14, pp.79-99.
48. Le Code de la presse ne prévoit pas l'interdiction d'exercer le journalisme. Le juge a dû appliquer le Code pénal pour une affaire de presse.
49. Voir : *Le Figaro* du 19 avril 2000, *Le Monde* du 20 avril 2000, *Libération* du 18 avril 2000.